

Généralement, après la seconde guerre, les avancées sont significatives. L'Angleterre se dote après 1947 d'un système de régulation des relations de travail parmi les plus évolués d'Europe (J. Winterton). L'Inde réussit à mettre en place après l'Indépendance un cadre contractuel sophistiqué et respecté (G. Heuzé). L'Afrique du Sud, dans les années 1980, reconnaît les syndicats noirs et réforme le droit du travail minier (P.G. Eidelberg). La France atteint la maturité avec les lois de 1950, 1971 et 1982 (G. Caire). Pour autant, les remises en cause se sont récemment multipliées.

Le plus souvent, elles se font au nom de l'économie de marché, du néo-libéralisme. Aux États-Unis, dès les années 1980, le *concession bargaining* profite de la désyndicalisation pour rogner inlassablement les acquis accumulés depuis la loi Wagner de 1935 (M. Debouzy). En Afrique du Sud, le retour en puissance du patronat et de l'idéologie du laisser-faire menace une législation encore fragile. En Angleterre, dans un pays de tradition interventionniste faible, le gouvernement Thatcher, encouragé par le manque d'imagination et de lucidité du mouvement travailliste et syndicaliste, réussit à instrumentaliser la grève des mineurs (1984-85) et à imposer une réforme radicale du système des relations professionnelles, tournant ainsi la page du *Welfare State* (N. Burgi). Quel que soit le pays, l'avenir des conventions collectives dépend à l'évidence de la capacité des syndicats à remobiliser et à inventer de nouvelles stratégies.

La remarque vaut également pour les ex-démocraties populaires, privées depuis l'ère soviétique de structures de libre association. Le cas de la Pologne est significatif de l'ampleur des obstacles. Ici, le foisonnement né des grèves insurrectionnelles de l'été 1980, et matérialisé par les « accords de Gdansk », a été immédiatement stoppé par la loi martiale de décembre 1981. Et la priorité accordée depuis 1989 à un retour rapide à l'économie de marché, aux dépens de la reconstruction de liens sociaux, laisse peu de marge à la démarche contractuelle (T. Lowit, N. Fratellini, S. Körözi).

Au XIX<sup>e</sup> siècle, « l'effet Le Chapelier » (J.P. Hirsch) tendait à nier les enjeux collectifs. Aujourd'hui, l'ordre néo-libéral va dans le même sens. La crédibilité du contrat est sacrifiée à la viabilité des entreprises. Si la crise du système conventionnel peut être surmontée en Europe et dans les pays anglo-saxons, du fait d'un dynamisme ancien et de structures de négociation bien ancrées, il n'en va pas de même dans l'Europe de l'Est et sur d'autres continents, secoués par des enjeux internes et externes au devenir plus qu'incertain.

Alain LEMÉNOREL

**CHRISTIAN TOPALOV (DIR.),**

*Laboratoires du nouveau siècle.*

*La nébuleuse réformatrice et ses réseaux  
en France (1880-1914),*

Paris, Editions de l'EHESS, 1999, 574 p., 250 F.

À l'heure où le pays se passionne pour l'Affaire, la France de la Belle Époque serait-elle celle d'une opposition irréductible entre républicains et conservateurs, entre adeptes de la révolution et partisans de l'ordre ? Que faire alors des « réformateurs », de cette caté-

gorie de personnalités et de lieux qui rassemblent une voie moyenne en politique, qui font le choix de la « réforme » comme moyen de transformation de la société. C'est donc à partir de ce concept aux contours flous, polysémiques, ambigus, peu opératoire dans les classifications politiques canoniques, que Christian Topalov propose, à partir d'un gros livre collectif de près de six cents pages, une réflexion particulièrement neuve, pleine de nuances, qui tranche avec une historiographie nationale du conflit en politique. Le mouvement réformateur, tel qu'il apparaît en France mais aussi dans l'univers

anglo-saxon, est une catégorie « *transversale aux classements du champ politique* » que toute une génération de chercheurs sur les institutions et les politiques sociales du début du siècle, a estimé comme opératoire depuis plus d'une décennie<sup>3</sup>.

Christian Topalov a réussi à réunir plusieurs d'entre eux pour explorer cette « nébuleuse réformatrice », sorte de métaphore qui définit aussi bien des personnalités que des lieux de rencontres, des réseaux de sociabilité que des institutions officielles, évitant d'enfermer ce monde de la « réforme » dans un concept ou une idéologie mais en l'associant davantage à des initiatives et des espaces où se définissent un « sens commun » de la réforme en politique. Pour illustrer son propos, Christian Topalov évoque les débats qui ont eu lieu à l'occasion des congrès internationaux de l'Assistance Publique et de la Bienfaisance Privée dont les séances se sont déroulées à Paris à l'heure des expositions universelles de 1889 et 1900. À un noyau de participants de confession protestante, se sont adjoints les représentants républicains des instances publiques d'assistance et les milieux catholiques des œuvres charitables à l'image d'Henri Monod, de Théophile Roussel, de Georges Picot et de Louis Rivière. Malgré les oppositions idéologiques et les divergences sur les moyens à emprunter, tous s'accordent sur la nécessité de recourir à des compromis pour aboutir à des solutions satisfaisantes pour chaque groupe d'intérêt, « *une sorte de concordat charitable* »<sup>4</sup>. Ces congrès sont progressivement devenus des « *machines à consensus* » où se sont élaborés un sens commun du compromis et une culture de la réforme<sup>5</sup>. Christian Topalov nous offre deux autres exemples, celui de la cité-jardin qui a constitué au début du siècle le modèle de référence dans le domaine de la réforme urbaine avec Georges Benoit-Lévy et celui de l'émergence d'une science, appelée « économie sociale », avec ses apôtres comme Charles Gide et Henri Hauser, ses cercles de diffusion tel que le Musée Social et ses lieux de représentation universitaires à la Sorbonne ou à l'École Libre des Sciences Politiques, une discipline au demeurant difficile à définir dans la topographie des sciences sociales.

De toutes ces situations, émergent un langage, une méthode, une approche, un consensus commun de la « réforme » qui mettent désormais en scène des acteurs, parfois partenaires, parfois antagonistes, de l'action publique. Une science du gouvernement et de la réforme sociale se dessine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dotée de ses propres laboratoires avec ses notables, ses savants, ses techniciens, ses experts. Elle se déploie surtout à partir d'une pluralité de réseaux qui possèdent chacun leur tradition notabiliaire et leur sensibilité idéologique. L'objectif de Christian Topalov est alors de présenter une analyse « *significative et diversifiée de ces institutions, groupements et réseaux qui organisaient le champ réformateur entre 1880 et 1914* »<sup>6</sup>. Il a ainsi fait appel à une douzaine de spécialistes pour venir présenter quelques exemples des « écoles » et des « carrefours » qui animent le mouvement réformateur ainsi que plusieurs grands « chantiers » de la réforme autour de l'assistance, la ville et le travail.

Parmi les institutions caractéristiques de la réforme sociale, Antoine Savoye s'attache à présenter la Société d'Économie Sociale et ses dirigeants. Ce lieu de réflexion

3. Christian TOPALOV, « Les "réformateurs" et leurs réseaux : enjeux d'un objet de recherche », in *Laboratoires du nouveau siècle*, p. 12. Parmi les auteurs américains ayant contribué à souligner l'existence de ce mouvement réformateur en France au tournant du siècle : Judith F. STONE, *The Search for Social Peace. Reform Legislation in France (1890-1914)*, Albany, State University of New York Press, 1985 ; Sanford ELWIT, *The Third Republic Defended. Bourgeois Reform in France (1880-1914)*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1986.

4. *Laboratoires du nouveau siècle*, p. 18.

5. *Ibid.*, p. 20.

6. *Ibid.*, p. 45-46.

«constitue la matrice du mouvement leplaysien», suscitant régulièrement des conférences et des enquêtes collectives, souvent publiées par l'entremise de la revue *La Réforme Sociale*<sup>7</sup>. La première génération est incarnée par des hommes d'action et d'étude, souvent marqués par le catholicisme intransigeant, à l'image de Charles de Ribbe et Claudio Jannet, la deuxième correspond à l'apogée de la Société avec des figures au rayonnement social intense comme Émile Cheysson et Léon Lefébure, parfois moins connues mais tout aussi actives telles que l'avocat catholique Paul Hubert-Valleroux et l'ingénieur protestant Édouard Gruner, la troisième venant puiser parmi certaines personnalités du monde intellectuel et industriel tels qu'Anatole Leroy-Beaulieu, Pierre du Maroussem, Étienne Martin Saint-Léon ou Auguste Isaac. Ainsi, coexistent les courants du catholicisme libéral et du catholicisme intransigeant, notamment les tenants de l'école d'Angers et ceux des Semaines Sociales<sup>8</sup>. Marc Pénin vient ensuite présenter la *Revue d'Économie Politique*, «machine de guerre contre l'orthodoxie libérale» et lieu d'expression du «solidarisme interventionniste», cher au protestant Charles Gide mais aussi au catholique Raoul Jay et au radical Paul Pic<sup>9</sup>. La revue participe largement à la création du droit social moderne et aux avancées de la législation du travail. Néanmoins, une certaine distance a été gardée vis-à-vis du «solidarisme» radical et laïque de Léon Bourgeois, ceci en raison d'une filiation avec au moins trois réseaux réformateurs tels que le christianisme social, l'école de Nîmes et le mouvement coopératif. Autre lieu de la nébuleuse réformatrice, il s'agit du Musée Social, étudié par Janet Horne. Espace de rencontre et de sociabilité, l'initiative du comte de Chambrun, créée en 1894, s'est d'abord forgée autour de monarchistes «ralliés» comme Albert de Mun et Gabriel d'Haussonville. Rapidement, s'y sont adjoints des républicains modérés (Léon Say), des radicaux (Léon Bourgeois) et des socialistes (Alexandre Millerand) mais aussi des représentants du monde ouvrier (Pierre Coupat) et des dynasties bourgeoises (Georges Risler). Outre une très grande diversité de réseaux sociaux et politiques, une convergence des milieux industriels (Robert Pinot), administratifs (Georges Paulet), universitaires (Maurice Bellom), médicaux (Henri Napias) et urbanistiques (Augustin Rey) s'est ainsi constituée autour du Musée Social dont les finalités visent en particulier à la constitution de groupes d'intérêt en faveur de l'amélioration de la législation sociale comme les accidents du travail, la mutualité et les retraites ouvrières. Christophe Prochasson aborde, quant à lui, le «réseau Albert Thomas» qui fait appel au socialisme normalien, notamment autour de revues comme la *Revue Syndicaliste* et la *Revue Socialiste* mais également de cénacles intellectuels tels que le Groupe d'Études Socialistes. On y trouve en particulier Arthur Fontaine, Charles Rist, Charles Seignobos, Lucien March, Élie Halévy, favorables à un socialisme d'État, mais aussi Georges Renard et Marcel Mauss, partisans de la coopération et du municipalisme.

Du côté des chantiers de la réforme sociale, Martine Kaluszynski s'attarde sur les fondateurs et les responsables de la Société Générale des Prisons, fondée en 1877, sorte de laboratoire de la législation pénale et de la réforme pénitentiaire. Grâce notamment à

7. Antoine SAVOYE, «Les paroles et les actes : les dirigeants de la Société d'Économie Sociale (1883-1914)», *op. cit.*, p. 62.

8. *Ibid.*, p. 79. Une nuance serait à apporter sur Paul Hubert-Valleroux qui figure davantage comme un catholique intransigeant, appartenant à l'école d'Angers, favorable au libéralisme économique et hostile au libéralisme politique, contrairement aux catholiques libéraux : Jean-Marie MAYEUR, *Catholicisme social et démocratie chrétienne. Principes romains, expériences françaises*, Paris, Cerf, 1986, p. 22 et 52.

9. Marc PÉNIN, «Un solidarisme interventionniste : la *Revue d'Économie Politique* et la nébuleuse réformatrice (1887-1914)», *Laboratoires du nouveau siècle, op. cit.*, p. 97.

son organe officiel, la *Revue Pénitentiaire*, s'est développée toute une réflexion visant à résoudre la « question sociale » à partir du souci de la prévention, du patronage et de la protection de l'enfance. Issus du vivier républicain libéral à l'image du président de la Société, Jules Dufaure, les fondateurs sont profondément insérés dans l'univers de la bienfaisance comme Léon Lefébure ou Georges Picot. Pour la plupart, il s'agit de républicains modérés, de libéraux prudents, d'hommes du centre, recrutant surtout au sein du monde des juristes universitaires mais également parmi les représentants des cultes et de la fonction parlementaire<sup>10</sup>. Didier Renard porte son regard sur le milieu des congrès nationaux et internationaux d'assistance entre 1889 et 1911, sorte de « Parlement de l'assistance » selon Jules Siegfried, qui recrute dans l'univers bigarré des responsables d'organisations privées et dans celui des responsables d'institutions publiques participant à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques en faveur de la petite enfance ou de la vieillesse. Sandra Dab évoque l'initiative républicaine à Paris de la Société des Visiteurs, créée en 1896, par René Bazin et André Spire, sur le modèle des conférences de Saint-Vincent-de-Paul afin de déployer une « charité scientifique ». Le recrutement se fait surtout parmi les enseignants et les intellectuels comme Lucien Herr et également au sein des collaborateurs des universités populaires tels que Max Lazard, la plupart appartenant à des milieux sociaux modestes et à des minorités religieuses protestantes ou juives.

À propos de la réforme de la ville, Susanna Magri suggère le cas du logement populaire avec la Société Française des Habitations à Bon Marché, fondée en 1889, qui initia la politique publique dans ce domaine. Soutenue par les leplaysiens de la Société d'Économie Sociale, la nouvelle institution accueille des réformateurs surtout issus du patronat industriel à l'image du havrais Jules Siegfried et du lyonnais Félix Mangini mais aussi des juristes, des architectes et des administrateurs sociaux tels que les parisiens Charles Lucas et Georges Picot, le marseillais Eugène Rostand. Viviane Claude dévoile les réseaux réformateurs qui s'activent autour de l'Association Générale des Hygiénistes et des Techniciens Municipaux, créée en 1905, qui se propose de réunir des experts et des professionnels de l'urbain à travers un espace international francophone. Sous la houlette du nancéien Édouard Imbeaux et du parisien Georges Bechmann, cet espace de la technicité urbaine permet la rencontre d'une pléiade de spécialistes de la cité qu'ils soient hygiénistes, industriels, universitaires et hauts fonctionnaires municipaux. Il a également contribué à un « entrecroisement » de groupes et de réseaux interprofessionnels relatifs aux « spécialités de l'eau, de l'hygiène, de la statistique sociale, du logement, de l'architecture, du droit ou du paysage »<sup>11</sup>. Il a aussi noué de solides liens avec d'autres institutions du mouvement réformateur comme le Musée Social.

Quant à la protection du travail, Bernard Gibaud dessine les contours des réseaux de la prévoyance sociale au sein desquels se distinguent assureurs et mutualistes dont certaines personnalités réformatrices jouent le rôle d'intermédiaires efficaces comme Hippolyte Maze et Léon Say mais aussi Alfred de Courcy et Charles Robert. Si l'univers de la mutualité française reste largement imprégnée des fondements républicains de la solidarité avec Louis Ricard et Louis Bourgeois, la science actuarielle possède toutefois ses fidèles partisans au sein même des milieux mutualistes à l'image du directeur du Musée Social, Léopold Mabileau, ou le député radical Paul Guieysson. La scène

10. Jean GARRIGUES, *La République des hommes d'affaires (1870-1900)*, Paris, Aubier, 1997.

11. Viviane CLAUDE, « Technique sanitaire et réforme urbaine : l'Association Générale des Hygiénistes et des Techniciens Municipaux (1905-1920) », *Laboratoires du nouveau siècle, op. cit.*, p. 283-284.

de la fin du siècle ne partage-t-il pas une même vision du changement social malgré des sensibilités idéologiques et des itinéraires intellectuels très différents? Quoi qu'il en soit, Christian Topalov nous livre un ouvrage de haute qualité, doté d'une solide bibliographie et de plusieurs séries d'index fort utiles, visant à suggérer un vaste programme de recherches et à emprunter de nouvelles catégories d'analyse. Nous ne formulerons qu'un seul souhait : que ce livre soit reçu comme il se doit dans la communauté historique.

Bruno DUMONS

**MARJORIE A. BEALE,**

*The Modernist Enterprise. French Elites  
and the Threat of Modernity, 1900-1940,*

Stanford, Stanford University Press, 1999, 231 p.

Il s'écrit aux États-Unis beaucoup d'ouvrages historiques sur la France. La plus grande partie d'entre eux ne sont pas traduits. Mais plus grave encore, nombre de ces livres ne reçoivent même pas la marque d'attention

minimale d'un compte rendu dans une revue d'histoire, et la chose se produit parfois pour des livres tout à fait excellents et neufs par rapport à l'historiographie française. Grâce à cette revue, le présent livre, qui ressort de la dernière catégorie, n'aura heureusement pas le même sort. En effet, nous n'avons pas encore, dans aucune langue, d'ouvrage qui tente une histoire d'ensemble de la modernité en France, une modernité, disons-le tout de suite, qui renvoie dans cet ouvrage à l'époque qui s'est dite elle-même moderne, et même seulement à sa première partie – les 40 premières années du XX<sup>e</sup> siècle –, et non une modernité longue qui s'engagerait dès la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, comme d'autres entreprises d'histoire l'ont saisie (voir dernièrement Peter Wagner, *Liberté et discipline. Les deux crises de la modernité*, Paris, Métailié, 1996).

Le livre de Marjorie Beale opère une très roborative traversée de frontières bien solides dans la tradition historiographique française : il traite en effet à la fois des publicitaires, des journalistes, des entrepreneurs, des ingénieurs et des catholiques sociaux. Il frôle l'architecture d'un côté, la psychologie industrielle de l'autre. Un chapitre est en outre consacré à un célèbre ingénieur, Jean Coutrot, polytechnicien dont l'influence a été forte dans les années 1930 et qui s'est installé avec talent à la croisée de tous ces différents groupes et domaines. L'histoire du moderne menée en France est encore trop écartelée entre l'histoire de l'art, de l'architecture, de l'industrie, de la presse, des sciences y compris humaines, de la politique, de la publicité. Il est bon que quelqu'un ait tenté un essai intégré.

La thèse défendue par ce livre est que la partie des élites attirée par la modernité n'a pas osé affirmer ses choix ouvertement et a largement dissimulé ses tentatives de modernisation derrière des façades traditionnelles, sinon traditionalistes. De plus, l'américanisme joue un rôle considérable dans la modernité du XX<sup>e</sup> siècle. Dès lors, selon l'auteur, la tradition dont se parent les essais de modernisation prend le visage du national : ce sont ses traits français qu'il conviendrait de conserver, les traits d'une identité culturelle marquée en particulier par le respect de l'individualité face à la force standardisatrice de l'influence américaine qui risque d'aller jusqu'au nivellement des goûts comme à celui des classes, noyées dans une classe moyenne sans différenciation.

Le parcours est passionnant. Les publicitaires veulent s'engager dans une publicité scientifique, ce qui signifie dans ce domaine s'inspirer de la psychologie expérimentale. Ils vont chercher chez Hippolyte Bernheim à Nancy, le spécialiste de l'hypnose concurrent de Charcot, et dans ses travaux sur l'attention, la perception et la suggestion, des techniques pour concevoir leurs interventions. Ici, adopter les techniques américaines ferait craindre